

**SEXTANT EXPERTISE
SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE D'EXPERTISE COMPTABLE
INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES**

AU CAPITAL DE 514 000 EUROS

SIEGE SOCIAL : 298, AVENUE DU CLUB HIPPIQUE- 13090 AIX-EN-PROVENCE

493 515 902 R.C.S. AIX-EN-PROVENCE

-oOo-

PROCES-VERBAL

DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

DU 20 MARS 2008

L'An Deux Mille huit,

Et le vingt Mars,

A Neuf Heures,

Les Associés de la Société SEXTANT EXPERTISE, Société A Responsabilité Limitée au capital de 514 000 Euros, divisé en 5 140 parts sociales de 100 Euros chacune,

Se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire au siège social, sur convocation faite par la Gérance.

Il a été établi une feuille de présence à laquelle ont été annexés les pouvoirs des Associés représentés par des mandataires et qui a été émargée par chaque membre de l'Assemblée en entrant en séance.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Jean-Philippe PINATEL, cogérant Représentant de la Société EPA, Associée.

Le Président constate que sont présents ou représentés :

- la société EXPERTS PROVENCAUX ET ASSOCIES,
DEUX MILLE CINQ CENT SOIXANTE DIX parts sociales,
numérotées 1 à 7 et de 11 à 2 573 inclus, soit

2 570 parts

- la société SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE FLORENCE

DÉPOT GTC AIX N° 3015 DU

13 MAI 2008

2008193515302

200603228

VASSEUR, DEUX MILLE CINQ CENT SOIXANTE DIX parts sociales,
numérotées 7 à 10 et de 2 574 à 5 140 inclus, soit

2 570 parts

- Total du nombre de parts sociales composant le capital social :
soit CINQ MILLE CENT QUARANTE parts.

5 140 parts

La feuille de présence révèle que les Associés présents ou régulièrement représentés détiennent plus des trois-quarts des parts sociales, et qu'en conséquence, l'Assemblée est habilitée à prendre toutes décisions extraordinaires conformément aux statuts et aux textes en vigueur.

Monsieur le Président dépose devant l'Assemblée et met à la disposition de ses membres :

- Un exemplaire des statuts,
- La copie des lettres de convocation,
- La feuille de présence à laquelle sont annexés les pouvoirs des Associés représentés par des mandataires,
- Le texte des projets de résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée,

Puis, Monsieur le Président déclare que tous les documents qui, en application des dispositions légales ou réglementaires en vigueur, doivent être tenus à la disposition des associés au siège social ou à eux adressés, l'ont été conformément à ces dispositions.

Sur sa demande, l'Assemblée lui donne acte de ses déclarations.

Enfin, le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- **CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE,**
- **MODIFICATION CORRELATIVE DE L'ARTICLE 2 DES STATUTS SOCIAUX,**
- **TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL**
- **MODIFICATION CORRELATIVE DE L'ARTICLE 4 DES STATUTS SOCIAUX**
- **POUVOIRS.**

Monsieur le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, Monsieur le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'adopter à compter de ce jour, la dénomination sociale « ECOUTE » en remplacement de « SEXTANT EXPERTISE ».

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

DEUXIEME RESOLUTION

Comme conséquence de l'adoption de la résolution qui précède, l'Assemblée Générale décide de modifier ainsi qu'il suit le premier alinéa de l'Article 2 des statuts :

« Article 2 – Dénomination »

« La dénomination est : ECOUTE. »

Le reste de l'Article demeure sans changement.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, décide de transférer à compter de ce jour, le siège social de la Société, de AIX EN PROVENCE (13090) – 298, avenue du club Hippique, à MEYREUIL (13590) – Les Carrés de l'Arc - Bât B – Rond point du Canet – RN 7 – Quartier Bachasson – Le Canet de Meyreuil.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

QUATRIEME RESOLUTION

Comme conséquence de l'adoption de la résolution qui précède, l'Assemblée Générale décide de modifier ainsi qu'il suit l'Article 4 des statuts :

« ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL »

Le premier alinéa est modifié comme suit :

« Le siège social est fixé à :

- MEYREUIL (13590) – Les carrés de l'Arc - Bât B – Rond point du Canet – RN7 – Quartier ²
Bachasson – Le Canet de Meyreuil. »

Le reste de l'article demeure sans changement.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal pour effectuer tous dépôts et formalités de publicité légales requises.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

- oOo -

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à Dix Heures.

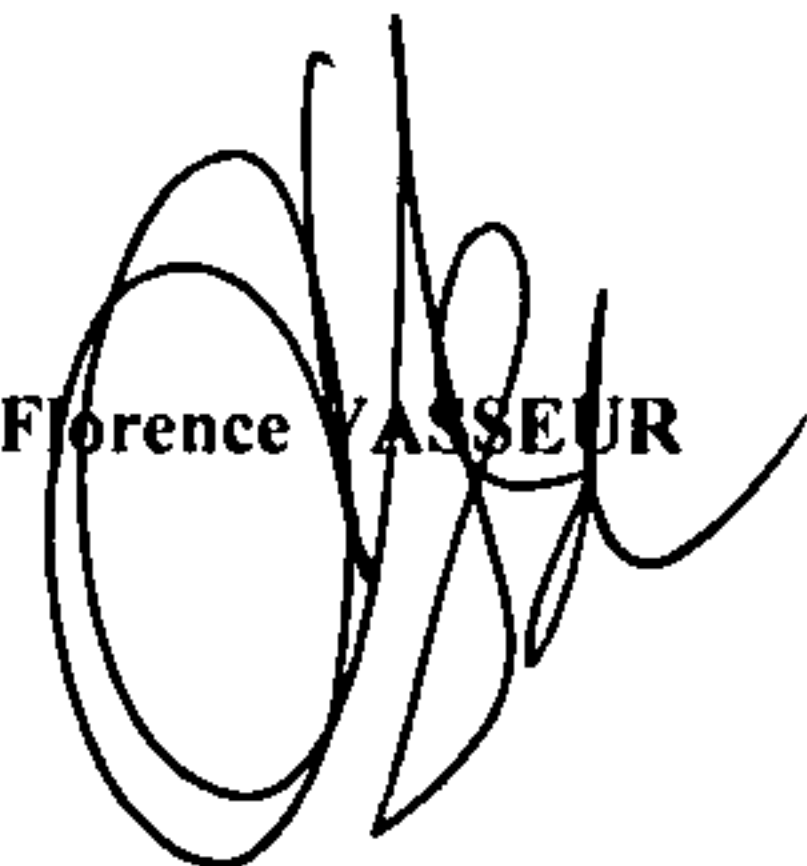
De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui après lecture, a été signé par les Gérants.

Jean-Philippe PINATEL



LES CO-GERANTS

Florence VASSEUR



ECOUTE

**SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE D'EXPERTISE COMPTABLE
INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES**

AU CAPITAL DE 514 000 €EUROS

**SIEGE SOCIAL : LES CARRES DE L'ARC - BAT B - ROND POINT DU CANET -
RN 7 QUARTIER BACHASSON - LE CANET DE MEYREUIL
13590 MEYREUIL**

493 515 902 R.C.S. AIX-EN-PROVENCE

- oOo -

STATUTS MIS A JOUR SUIVANT

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 20 MARS 2008

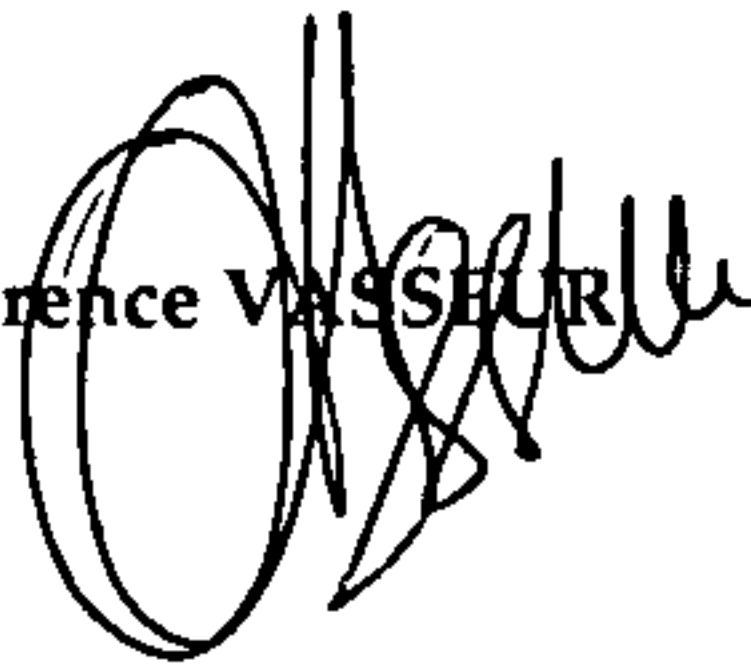
AYANT CONSTATE LE CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE ET LE

TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL

ET MODIFIE CORRELATIVEMENT L'ARTICLE 2 ET L'ARTICLE 4


Jean-Philippe PINATEL

**CERTIFIE CONFORME
LES COGERANTS**


Florence VASSEUR

Les soussignées

- **La Société EXPERTS PROVENCAUX ET ASSOCIES – « EPA »**, Société à Responsabilité Limitée d'expertise comptable au capital de 90 000 Euros, ayant son siège social à Aix-en-Provence (13090) – 1890, Route d'Eguilles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 388 897 779 RCS Aix-en-Provence, représentée par son gérant Monsieur Jean-Philippe PINATEL dûment habilité à l'effet des présentes, inscrite au tableau de l'Ordre,

- **La Société SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE FLORENCE VASSEUR**, Société à Responsabilité Limitée d'expertise comptable au capital de 22 867,35 Euros, ayant son siège social à Saint-Tropez (83990) – Z.A. Saint Claude - Lot 38, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 432 288 249 RCS Saint-Tropez, représentée par sa gérante Madame Florence VASSEUR dûment habilitée à l'effet des présentes, inscrite au tableau de l'Ordre,

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société à Responsabilité Limitée constituée par le présent acte.

Article 1er - Forme

Il existe entre les propriétaires des parts créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les articles L. 223-1 et suivants du code de commerce et l'ordonnance du 19 septembre 1945 et par les présents statuts.

Article 2 - Dénomination

La dénomination est : ECOUTE.

La société sera inscrite au tableau de l'Ordre sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « Société à responsabilité limitée » ou des lettres S.A.R.L. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société d'expertise comptable » et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre où la société est inscrite.

Article 3 - Objet

La société a pour objet l'exercice de la profession d'expert-comptable.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre, prendre des participations financières dans des entreprises de toute nature, ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22, al 7 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.



Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé à :

**MEYREUIL (13590) – Les carrés de l'Arc - Bât B – Rond point du Canet – RN7 –
Quartier Bachasson – Le Canet de Meyreuil.**

Il pourra être transféré dans le même département par simple décision de la gérance et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6 - Apports - Formation du capital

- La société EXPERTS PROVENCAUX ET ASSOCIES
apporte à la société une somme en espèces de 700 euros
correspondant à 7 parts.
- La société SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE FLORENCE
VASSEUR apporte à la société une somme en espèces de 300 euros
correspondant à 3 parts.
- Soit ensemble la somme totale de : 1 000 euros
correspondant à 10 parts d'un montant de 100 euros chacune, souscrites en totalité et libérées
intégralement.

Cette somme de 1 000 euros a été, dès avant ce jour, déposée à un compte ouvert au nom de la société en formation à la Banque _____, agence sise _____.
Elle ne pourra en être retirée par la gérance avant l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30 Juin 2007, le capital a été augmenté de 513 000 Euros, et porté de 1 000 Euros à 514 000 Euros, par la création de 5 130 parts sociales nouvelles, entièrement libérées, et attribuées à concurrence de 2 563 parts à la Société EXPERTS PROVENCAUX ET ASSOCIES – « EPA » et à concurrence de 2 567 parts à la Société SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE FLORENCE VASSEUR, en rémunération des apports partiels d'actifs de leur branche d'activité « d'exercice de la profession d'expert comptable.

Article 7 - Avantages particuliers

Les présents statuts ne présentent aucun avantage particulier.

Article 8 - Capital social - Répartition des parts- Liste des associés

Les trois quarts du capital et des droits de vote doivent être détenus par des experts-comptables inscrits au Tableau, directement ou par l'intermédiaire d'une autre société inscrite à l'Ordre (Ord. Art 7-1-1°).

A *he*

Si une autre société inscrite à l'Ordre vient à détenir des parts de la présente société, celles-ci n'entreront en ligne de compte, dans le calcul de cette quotité des trois quarts, que dans la proportion équivalente à celle des parts que les experts-comptables détiennent dans le capital de la société « mère ».

Le capital social est fixé à la somme de **CINQ CENT QUATORZE MILLE (514 000) euros**.
Il est divisé en **CINQ MILLE CENT QUARANTE (5 140) parts de CENT (100) euros** chacune, intégralement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux, en proportion de leurs apports respectifs, de la manière suivante :

- A la société EXPERTS PROVENCAUX ET ASSOCIES,
DEUX MILLE CINQ CENT SOIXANTE DIX parts sociales,
numérotées 1 à 7 et de 11 à 2 573 inclus, soit 2 570 parts
- A la société SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE FLORENCE
VASSEUR, DEUX MILLE CINQ CENT SOIXANTE DIX parts sociales,
numérotées 7 à 10 et de 2 574 à 5 140 inclus, soit 2 570 parts
- Total du nombre de parts sociales composant le capital social : 5 140 parts
soit CINQ MILLE CENT QUARANTE parts.

Les soussignés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus, correspondant à leurs apports respectifs, et sont libérées selon les modalités ci-dessus.

La société membre de l'Ordre communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

Article 9 - Augmentation ou réduction du capital

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles de quotités de parts sociales que doivent détenir les professionnels experts-comptables.

Article 10 - Transmission des parts

Le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales est requis pour toute transmission de parts au profit :

- d'un tiers
- du conjoint, d'un héritier, ascendant ou descendant d'un associé, sauf si celui-ci a déjà la qualité d'associé.

Dans tous les cas susvisés, les 3/4 des parts sociales devront toujours être détenues par au moins un expert comptable inscrit au Tableau de l'Ordre.

Article 11 - Exclusion d'un professionnel associé

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter de la date d'effet de la décision.

Si son départ a pour effet d'abaisser la part du capital détenue par des professionnels au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder la partie de ses parts permettant à la société de respecter ces quotités.

Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts. Le prix, est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

Article 12 - Indivisibilité et démembrement des parts sociales

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires de parts indivises sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

En tout état de cause, les trois quarts du capital social et des droits de vote doivent toujours être détenus par des experts-comptables inscrits au Tableau. En conséquence, si un expert-comptable n'est que nu-propriétaire, il doit, pour satisfaire aux quotités légales, disposer de l'ensemble des droits de vote attachés à la nue-propriété et à l'usufruit.

Article 13 - Responsabilité des associés

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque professionnel en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société. Les travaux et activités doivent être assortis de la signature personnelle de l'expert comptable ainsi que du visa ou de la signature sociale.

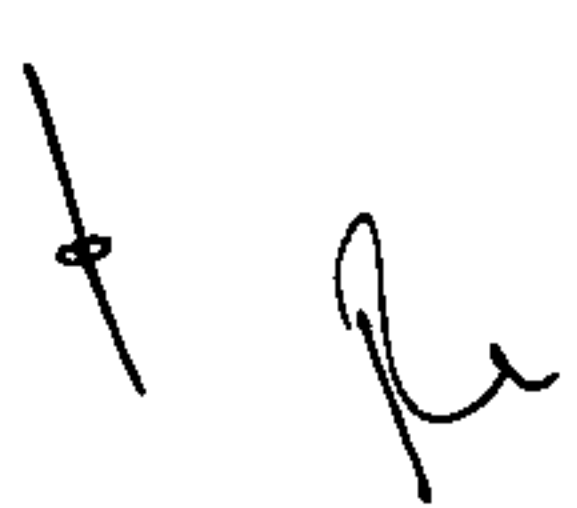
Article 14 - Gérance

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés experts-comptables et nommés, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Cette assemblée indiquera la durée pour laquelle ces gérants seront nommés.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation de clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.



Révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, le gérant peut résigner ses fonctions, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

Article 15 - Décisions collectives

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et ordinaires dans tous les autres cas.

Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes dans les six mois de la clôture de chaque exercice.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Le procès-verbal de l'assemblée est signé de tous les associés présents. Cependant, il peut être établi une feuille de présence ; dans ce cas, le procès-verbal est signé des seuls président et secrétaire de séance.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots « oui » ou « non ».

La volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

Article 16 - Majorités

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois ; les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant, la modification corrélative de l'article des statuts où figurait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou un autre associé, dans les conditions de l'alinéa 2 de l'article 223-28 du code de commerce.

Article 17 - Année sociale

L'année sociale commence le 1^{er} juillet et finit le 30 juin.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 30 juin 2007.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.



Article 18 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 19 - Nomination des premiers gérants

Les premiers gérants de la société, nommés sans limitation de durée sont :

- Monsieur Jean-Philippe PINATEL, né le 8 mars 1957 à Marseille (13), de nationalité française, demeurant à Marseille (13008) - 122, rue du Commandant Rolland, La Cadenelle – Le Saumur 3.
- Madame Florence VASSEUR, née le 13 avril 1975 à Bois Bernard (62), de nationalité française, demeurant à Le Plan de la Tour (83120) – 3, rue Pierre Curie.

Les gérants ainsi nommés sont tenus de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

Article 20 - Jouissance de la personnalité morale - Immatriculation au registre du commerce et des sociétés - Engagements de la période de formation

La société est constituée sous la condition suspensive de son inscription au tableau de l'Ordre. Elle jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés. Cet état a été tenu à la disposition des associés depuis le 20 novembre 2006 à l'adresse prévue du siège social.

Le ou les gérants sont en outre expressément habilités, dès leur nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la société, les actes et engagements entrant dans leurs pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société, après vérification par l'assemblée ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société



au registre du commerce, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

Article 21 - Publicité - Pouvoirs

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence de la gérance. Monsieur Jean-Philippe PINATEL est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Article 22 – Contestations

En cas de contestation entre la société et l'un de ses clients, la société s'efforcera avant tout recours contentieux de faire accepter l'arbitrage du président du Conseil Régional de l'Ordre des experts-comptables, selon l'objet du litige.

